

Paillé, Michel. *Nouvelles tendances démolinguistiques dans l'île de Montréal*. Québec, Conseil de la langue française, collection « Notes et documents », no 71, 1989, 173 pages.

Réjean Lachapelle

Volume 20, Number 1, printemps 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010080ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010080ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print)

1705-1495 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachapelle, R. (1991). Review of [Paillé, Michel. *Nouvelles tendances démolinguistiques dans l'île de Montréal*. Québec, Conseil de la langue française, collection « Notes et documents », no 71, 1989, 173 pages.] *Cahiers québécois de démographie*, 20(1), 188–192. <https://doi.org/10.7202/010080ar>

PAILLÉ, Michel. — *Nouvelles tendances démolinguistiques dans l'île de Montréal*. Québec, Conseil de la langue française, collection «Notes et documents», no 71, 1989, 173 p.

Spécialiste de la démolinguistique, Michel Paillé a effectué de nombreux travaux sur le Québec depuis une dizaine d'années. Il s'intéresse dans ce rapport à l'évolution récente de la situation démolinguistique dans l'île de Montréal. Une hypothèse guide son analyse : «La proportion de francophones dans l'île de Montréal, si elle n'a pas encore commencé à décliner, ne pourra que décroître dans l'avenir» (p. 9). C'est aussi la principale conclusion de l'étude.

La démonstration est convaincante mais incomplète. Au moyen des deux derniers recensements et des statistiques de l'état civil, l'auteur dresse un bilan de l'évolution, de 1981 à 1986, du nombre et de la proportion des différents groupes linguistiques définis par la langue maternelle. Quoique la proportion de francophones s'élève dans l'ensemble de l'agglomération montréalaise (elle atteint 70 % en 1986 comparativement à 69 % cinq ans plus tôt), leur poids relatif reste invariable dans l'île (à 60 %) en raison de leur migration vers la banlieue périphérique. Quant à la proportion d'anglophones, elle est en recul dans l'île comme dans l'ensemble de l'agglomération, au rebours de la proportion d'allophones. D'autre part, on observe depuis longtemps que la quasi-totalité de la popula-

tion immigrée du Québec habite l'île de Montréal (71 % d'après le recensement de 1986) ou sa banlieue périphérique (16 %). L'auteur présente aussi, au premier chapitre, ses choix méthodologiques, notamment celui de regrouper les anglophones et les allophones. Quatre facteurs d'accroissement des effectifs des francophones et des non-francophones sont distingués : la natalité (y compris l'effet des transferts linguistiques accomplis par les mères), la mortalité, l'immigration internationale et un solde résiduel. Faute d'avoir obtenu des données sur les différents facteurs qui composent ce solde, Paillé s'intéresse à peu près exclusivement à l'évolution des naissances et de l'immigration internationale.

Après avoir décrit, à la fin du premier chapitre, l'évolution annuelle de la natalité et de l'immigration internationale de 1981 à 1986, l'auteur analyse la conjoncture récente (1987 à 1989) au chapitre II. Ensuite, au chapitre III, il montre que la hausse rapide de la fréquentation de l'école française par les allophones après 1976 n'a pas encore provoqué une augmentation importante des transferts vers le français. Selon lui, «il faudra encore un peu de temps avant que l'éducation en langue française ait des effets manifestes sur la mobilité linguistique des immigrants non francophones» (p. 89). Cette vue quelque peu pessimiste est discutable. Plusieurs études ont mis en évidence, dans la population ayant immigré après 1970, une croissance notable de la proportion des transferts vers le français dans l'ensemble des transferts vers l'anglais ou le français (Baillargeon et Benjamin, 1990; Termote et Gauvreau, 1988; Veltman et Paneton, 1989). Enfin, le chapitre IV est consacré à la présentation de perspectives démolinquistiques à court terme (1991 et 1996).

Le nombre annuel de naissances a peu varié dans l'île au cours de la dernière décennie. Dans ce contexte, la hausse rapide de l'immigration internationale depuis 1985 ne peut que faire baisser la proportion de francophones puisque ceux-ci sont sous-représentés parmi les nouveaux venus. Comme le gouvernement du Québec entend favoriser une forte immigration durant les années 1990, l'auteur en conclut que la proportion de francophones pourrait passer de 60 % en 1986 à 57 % en 1996. C'est, selon lui, le scénario le plus plausible. Il suppose une immigration annuelle, à composition linguistique invariable, d'au moins 35 000 dans le Québec tout entier et admet comme hypothèse complémentaire que 77 % des nouveaux venus s'installeront dans l'île. Plusieurs autres scénarios sont

présentés. Les résultats révèlent, comme il fallait s'y attendre, que la proportion de francophones dans l'île diminue moins rapidement quand le nombre d'immigrants est plus faible ou qu'une fraction moins élevée de ceux-ci s'y installe. Pour que dans l'île la proportion de francophones se réduise peu d'ici 1996, il faudrait que le nombre d'immigrants internationaux accueillis par le Québec ne dépasse pas 15 000 par année et qu'une fraction accrue de ceux-ci gagnent d'autres régions. Si l'objectif est plutôt de stabiliser la proportion de francophones dans l'ensemble du Québec, l'immigration pourrait atteindre 20 000 par année, nombre bien inférieur aux objectifs du gouvernement du Québec.

Comme d'ordinaire la composition des immigrants diffère sensiblement de celle de la population de souche, une forte immigration conduit, dans toute population, à une réduction de la proportion du groupe majoritaire (Lachapelle, 1989). Cela a été vérifié non seulement au Québec, mais ailleurs dans le monde, aux États-Unis comme au Canada anglais. Cependant, une forte immigration internationale (par rapport aux autres modes d'entrée dans une population : natalité, immigration interne) persiste rarement plus de quelques lustres, à moins qu'un territoire soit en phase de peuplement ou de repeuplement. La principale conclusion de l'étude n'est donc que l'application d'une loi générale à un cas particulier. Encore fallait-il en chiffrer les conséquences pour l'île de Montréal. Cela a permis d'attirer l'attention des journalistes et des décideurs.

La principale conclusion de l'étude est donc tout à fait plausible. Mais sa portée est limitée. Pourquoi en effet avoir regroupé anglophones et allophones ? Si une baisse de la proportion de francophones entraîne nécessairement une hausse de la proportion de non-francophones, est-il indifférent que cette hausse concerne seulement les allophones, les anglophones déclinant à peu près au même rythme que les francophones, ou qu'elle touche et les allophones et les anglophones ? Le français subit-il autant la concurrence du grec, de l'italien, du portugais, de l'arabe ou du chinois que celle de l'anglais ?

Pourquoi n'avoir pas tenu compte plus explicitement des effets des phénomènes qui ont dominé l'évolution démolinguistique depuis le milieu des années 1960 ? On sait que les tendances de la composition linguistique du Québec s'expliquent en grande partie par la migration interprovinciale (Lachapelle et Henripin, 1980; Termote et Gauvreau, 1988). Ce phénomène l'emporte — et de beaucoup — sur la mobilité

linguistique : les anglophones qui gagnent les autres provinces sont plus nombreux que les nouveaux anglophones engendrés par les transferts linguistiques. Outre la migration interprovinciale, il faut faire entrer la migration intraprovinciale en ligne de compte pour comprendre l'évolution de la composition linguistique de l'agglomération montréalaise, car la migration intraprovinciale peut pousser à la hausse la proportion de francophones et dans l'agglomération de Montréal et dans le reste du Québec, même si leur proportion diminue dans le Québec tout entier (Lachapelle, 1988). Quand on s'intéresse plutôt à la population de l'île, il convient d'adjoindre un autre phénomène : les échanges migratoires avec la banlieue périphérique. Cela permet de mettre en évidence un fait bien connu mais souvent négligé dans certains travaux : la banlieue anglophone se trouve dans l'île alors que la banlieue francophone est en périphérie. Dans l'étude, tous les phénomènes migratoires (sauf l'immigration internationale) sont regroupés dans un solde résiduel, peu fiable sans doute puisqu'il incorpore, comme tout résidu, une erreur de mesure rarement négligeable (Lachapelle et Henripin, 1980 : 187-189).

Fallait-il s'intéresser à l'île de Montréal ou à l'ensemble de l'agglomération ? La réponse à cette question n'est pas neutre. Si l'on adopte une définition large qui se fonde sur la notion de marché du travail et qui, par suite, englobe l'île de Montréal et la banlieue périphérique (y compris Laval), on observe une hausse ininterrompue de la proportion de francophones de 1961 à 1986 (Lachapelle et Grenier, 1988). Par contre, si l'on s'en tient à l'île, la proportion de francophones diminue de 1951 à 1976, varie peu jusqu'en 1986 puis, selon l'auteur, devrait diminuer d'ici 1996. Cette baisse se produira-t-elle aussi dans l'ensemble de l'agglomération ?

Comme toute bonne étude exploratoire, ce rapport soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses. En enrichissant les méthodes d'analyse et de prévision, il serait possible de préciser la portée de sa principale conclusion, d'indiquer si elle s'applique à l'ensemble de l'agglomération montréalaise, si la hausse concerne aussi bien les allophones que les anglophones, etc. Quoi qu'il en soit, une forte immigration durant cinq à dix ans entraînera d'évidence, à court terme, à l'instar de ce qui a été observé durant les années 1950, un déclin de la proportion de francophones. Mais qu'en sera-t-il par la suite lorsque les effets des autres phénomènes redeviendront prédominants ? Pour y voir plus clair, il faudra élaborer et mettre en oeuvre des

modèles de simulation qui tiennent compte de tous les phénomènes importants de même que de leurs interrelations. Le rapport de Michel Paillé est un pas dans la bonne direction.

Références bibliographiques

- BAILLARGEON, Mireille, et Claire BENJAMIN, 1990. *Caractéristiques linguistiques de la population immigrée recensée au Québec en 1986*. Québec, Ministère des Communautés culturelles et de l'immigration, 85 p.
- LACHAPELLE, Réjean, 1988. «Quelques tendances démolinguistiques au Canada et au Québec», *L'Action nationale*, LXXXVIII, 5, 329-343.
- LACHAPELLE, Réjean, 1989. «L'immigration et le caractère ethnolinguistique du Canada et du Québec», *Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires actuelles et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie*, Québec, Les Publications du Québec, 159-177.
- LACHAPELLE, Réjean, et Jacques HENRIPIN, 1980. *La situation démolinguistique au Canada : évolution passée et prospective*. Montréal, Institut de recherches politiques, xxxii, 391 p.
- LACHAPELLE, Réjean, et Gilles GRENIER, 1988. *Aspects linguistiques de l'évolution démographique au Canada*. Ottawa, Rapport au Secrétariat de l'Étude de l'évolution démographique et son incidence sur la politique économique et sociale (Santé et Bien-être Canada), 205 p.
- TERMOTE, Marc, et Danielle GAUVREAU, 1988. *La Situation démolinguistique du Québec*. Québec, Éditeur officiel du Québec, xxi, 292 p.
- VELTMAN, Calvin, et Claude PANETON, 1989. «L'intégration linguistique des immigrants allophones de la région métropolitaine de Montréal», *Actes du Séminaire scientifique sur les tendances migratoires actuelles et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie*, Québec, Les Publications du Québec, 319-334.

Réjean LACHAPELLE
